

Un quotidien oublié : les chiites bruxellois

Rédigé le 23 mai 2016 par : Anne-Claire Orban



Peu d'études témoignent de la présence chiite sur le sol bruxellois. Sujet sensible dans un contexte de tensions internationales. Entre peurs et discriminations, les chiites bruxellois, de plus en plus nombreux, n'ont pourtant pas la vie facile.

Cette analyse reprend mes premiers résultats d'enquête ethnographique menée dans la communauté chiite de Bruxelles. Seules les personnes déjà connues sur la scène médiatique sont nommées. Les autres resteront anonymes pour les raisons que vous lirez. Cette analyse se base également sur les recherches d'Iman Lechkar, chercheuse à la KUL, qui étudia pendant deux ans le phénomène de conversion religieuse.

Expansion du chiisme à Bruxelles

Malgré un climat hostile au développement du chiisme à Bruxelles comme nous allons le voir plus bas, la communauté s'agrandit tous les jours grâce aux flux migratoires, aux conversions et aux glissements^[1] intra-religion.

Depuis les années 1980, la présence chiite à Bruxelles se marque de plus en plus. Suite aux vagues d'immigration d'individus fuyant des situations de guerre, la communauté chiite s'étoffe et comprend bon nombre de nationalités : Irak, Syrie, Turquie, Pakistan, Afghanistan, différents pays d'Afrique et Iran. On dénombrerait, d'après un interlocuteur, environ 30.000 chiites à Bruxelles (dont selon Iman Lechkar, 10.000 Belgo-marocains et

selon une interlocutrice iranienne, 10.000 Iraniens). On peut s'attendre à ce que ces chiffres évoluent rapidement au vu de l'instabilité du Moyen-Orient entraînant l'exode de nombreux citoyens.

Les phénomènes de conversion et de glissement sont également des facteurs importants dans l'agrandissement de la communauté.

« J'ai tous les jours des gens qui viennent pour se convertir ! » me confie un représentant de la mosquée Reda. Qu'ils soient athées, chrétiens ou musulmans sunnites. La communauté chiite comprend une importante part de Belgo-belges convertis ainsi qu'environ 10.000 belgo-marocains glissés vers le chiisme. Selon Iman Lechkar, c'est un certain imam sunnite belgo-marocain qui incarne la personne-clé dans le processus de glissement vers le chiisme d'une partie des belgo-marocains de Belgique. Suite à la guerre Iran-Irak, certains individus ont trouvé refuge en Belgique, apportant avec eux cette seconde branche de l'islam. Un blessé iranien succombe à ces blessures et c'est cet imam sunnite qui mène la prière de funérailles. Ce dernier sera séduit par l'interprétation chiite de l'islam et glissera vers cette branche, entraînant avec lui une bonne part de sa communauté de fidèles.

S'il y a toujours eu des glissements vers le chiisme au sein de la communauté musulmane, des événements plus récents ont renforcé l'idéologie chiite.

D'abord, la révolution iranienne de 1979 portée par l'ayatollah Khomeiny. Ce dernier modifie l'interprétation du chiisme : considéré jusque-là comme déviant, le chiisme devient visible, lisible et compréhensible pour beaucoup de musulmans. Le chiisme devient « l'islam qui marche » pour reprendre le terme d'Abdelhafidh Ghersallah, professeur de sociologie de l'islam à l'Université d'Oran, Algérie. L'Iran propose un certain conservatisme éthique tout en s'érigant en Etat progressiste : droits des femmes, condamnation d'Israël et reconnaissance de la Palestine, condamnation de l'apartheid,... Ce nouvel « islam qui marche » iranien entraîne à cette époque les premières vagues de conversion au chiisme.

Peu après, le Hezbollah, mouvement de résistance à l'invasion israélienne au Sud-Liban, incarnera l'idéal symbolique chiite en mettant fin en 2000 à 18 ans d'occupation. Le Hezbollah est resté pendant longtemps un symbole fort pour les membres de la communauté. Toujours d'après ce chercheur, aujourd'hui, même si le mouvement fait

encore des adeptes, il semble qu'il perde quelque peu son potentiel mobilisateur.

En 2003, l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis a suscité la colère et a également renforcé le sentiment d'injustice envers la population chiite (recours fréquent à la victimologie/martyrologie dans la rhétorique chiite). Les récents printemps arabes avec les rebellions au Yémen, en Syrie, puis plus dernièrement l'exécution en Arabie Saoudite de l'imam chiite Nimr Baqer Al-Nimr, figure de contestation du régime de Ryad, condamné en 2014 pour « terrorisme » renforce le sentiment d'oppression et de répression de la population chiite.

Enfin, le développement des réseaux sociaux et des chaînes satellitaires participe grandement à la diffusion des discours chiites à travers le monde, détachant ce courant de son qualificatif de « déviant » ou « hérétique » en proposant au monde cette autre forme d'« islam qui marche ».

Craintes et discriminations

Cet élargissement de la communauté et le renforcement de l'idéologie chiite ne doivent pas faire oublier que, toujours minoritaire, la communauté chiite reste marginalisée au sein de la population musulmane de Belgique. S'il y a eu des tentatives de représentation au sein de l'Exécutif des Musulmans de Belgique, avec Isabelle Praile alors vice-présidente de l'EMB, cette dernière raconte que sa présence n'était qu'un coup médiatique et qu'au cours des réunions, les dossiers chiites n'étaient pas pour autant mieux traités. Les dossiers de reconnaissance de mosquées chiites par exemple, étaient sans cesse mis de côté, reportés à une séance ultérieure ou soumis à des procédures de reconnaissance lourdes. Aucun désir de voir le chiisme se structurer et s'institutionnaliser de la part de l'Exécutif même à l'époque où la vice-présidence était chiite (2008-2014).

Ces difficultés de reconnaissance auprès de l'Exécutif entraînent immédiatement des difficultés de reconnaissance auprès de l'Etat belge. D'où l'absence de financement et les entraves à la structuration. Le responsable de la Mosquée Rahman raconte que les activités de la mosquée ne sont financées que par les dons de fidèles. À l'instar de mosquées turques ou marocaines, y a-t-il une aide financière de la part d'Etats extérieurs comme

l'Iran, l'Irak, la Syrie ou le Pakistan ? Non répond-il. Il n'y a que l'apport financier de personnes individuelles. Les moyens sont faibles, mais suffisants.

Ce manque de financement (de la part de l'Etat belge ou autre Etat extérieur) ne permet pas à la communauté de s'inscrire dans les discours islamiques tenus à Bruxelles. Contrairement à l'idéologie salafiste wahhabite, soutenue par les pays du Golfe et notamment l'Arabie Saoudite, le courant chiite n'a que peu d'espace pour faire connaître son interprétation. Les personnes de confession chiite rencontrées éprouvent une certaine crainte face à cette présence inégale dans l'espace public où selon eux le prosélytisme saoudien prend de plus en plus ses aises : installation de nouvelles librairies, vente de Coran grand format aux couvertures attirantes, organisation de cours d'arabe donnés à la Grande Mosquée,... La rhétorique salafiste wahhabite s'étend et convainc notamment les belges néo-convertis qui n'ont aucune autre référence à l'islam que cette dernière.

Au vu des tensions internationales (Arabie Saoudite – Iran), il n'est pas étonnant que ce courant wahhabite développe une certaine réticence au chiisme. Qualifiés d'hérétiques, les chiites ne seraient pas de « vrais » musulmans et « saliraient l'islam » (propos tenus sur différentes vidéos de propagande youtube)[2]. Notons que cet argumentaire est également utilisé chez les chiites envers certaines branches de l'islam sunnite, mais les conséquences en sont bien différentes au vu des poids et des ressources financières respectifs des courants. Conséquences des tensions Iran-Arabie Saoudite ? Le développement d'un climat anti-chiite au sein de la communauté wahhabite et salafiste de Belgique.

Si les actes de haine envers les chiites de Belgique restent encore sporadiques (nourriture jetée sur une mosquée, librairie vandalisée, incendie de la mosquée Reda en 2012), ils ne créent pas moins un climat de stress permanent. Une partie des musulmans chiites vivent ainsi dans la crainte et ne désirent pas être localisés par peur de représailles. Ayant participé à plusieurs manifestations chiites à Bruxelles, jamais la référence au chiisme n'était clairement mentionnée. Des posters d'Husseïn, des pins d'Ali, des peintures faisant référence à la bataille de Karbala, mais jamais le mot « chiisme » n'est prononcé. « Nous sommes une communauté d'amis » me dit-on. Un autre jour, lors d'une rencontre à la mosquée Rahman, un fidèle me confie « J'ai pas envie de me faire taper dessus ! » et un autre « Je préfère que l'on reste discret, tu comprends, c'est plus sûr de rester discret ». Bref, une certaine crainte et un désir de rester caché qui empêchent les membres de la

communauté de revendiquer plus d'égalité et de condamner le prosélytisme saoudien... Dans un tel climat, les logiques de repli identitaire et d'entre-soi sont compréhensibles.

Le désir d'invisibilité semble exister chez bon nombre de membres de la communauté chiite (en tout cas chez les personnes rencontrées ou lues sur des forums). Entre discriminations et peurs, comment améliorer leur situation ? C'est là qu'à notre sens des associations de paix comme la nôtre interviennent. En garantissant comme ici l'anonymat des personnes rencontrées, nous pouvons porter leur voix et dénoncer les discriminations et les actes de haine dont les chiites de Belgique souffrent. Nous sommes étonnés d'ailleurs du peu d'attention portée aux niveaux associatif et politique au quotidien des chiites bruxellois pourtant interpellant.

S'il existe des initiatives positives mixant sunnites et chiites (voir notamment l'analyse sur l'unité scout « Chevalier du Roi »), la fracture institutionnelle entre ces courants reste d'actualité au point qu'une demande de reconnaissance du « culte chiite » soit envisagée par les représentants de la mosquée Reda, permettant une plus grande visibilité dans l'espace public. Faire reconnaître le chiisme comme culte à part entière ne nous semble pourtant pas une solution idéale, cela renforcerait l'argumentaire, tant chiite que sunnite, que ces courants sont antinomiques. Cela donnerait du poids au questionnement sur le « vrai » islam, authenticité revendiquée tant par l'un que par l'autre courant. C'est pourquoi nous soutenons entièrement la politique de diversité du nouveau président de l'Exécutif des Musulmans de Belgique, Salah Echallaoui qui désire intégrer femmes et chiites au sein de cet organe. À nos yeux, ces mesures sont indispensables pour apaiser les tensions et créer un climat propice à l'entraide et la participation de tous à la démocratie.

Littérature utilisée :

Ghersallah Abdelhafidh. « Le chiisme en Algérie : de la conversion politique à la naissance d'une communauté religieuse », dans *Cahiers de l'institut Religioscope*, numéro 8, mai 2012.

http://www.religion.info/pdf/2012_05_Ghersallah.pdf

Lechkar Iman (2012) « Striving and Stumbling in the Name of Allah. Neo-Sunnis and Neo-Shi'ites in a Belgian Context », thèse de doctorat, KUL.

[1] J'utilise ici le terme « glissement » pour qualifier les passages au sein de l'islam, du sunnisme vers le chiisme. Le glissement inverse existe probablement aussi mais ne fait pas l'objet de ma recherche.

[2] Pour Iman Lechkar, cette image de déviation provient entre autres des pratiques de flagellation (durant la fête de commémoration du massacre d'Hussein, bataille de Karbala – mythe fondateur du chiisme), d'un soi-disant blasphème envers les califes et du mariage temporaire permettant aux uns et aux autres de contracter un contrat de mariage informel autorisant alors les relations sexuelles pour un temps déterminé (une nuit par exemple).



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120